



La liberté guidant le peuple

Hiver 2019 -2020
Numéro 6

Le Lien Constituant

Edito

Selon l'encyclopédie Larousse, **les dix plaies d'Égypte** rappelle un épisode de la Bible (Exode, 7-12) au cours duquel Yahvé inflige dix fléaux à l'Égypte pour contraindre Pharaon à libérer le peuple des Hébreux retenu en esclavage.

... Aaron, sur l'ordre de Yahvé, jeta tout d'abord au pied de Pharaon son bâton, que Yahvé changea en serpent, mais les magiciens égyptiens parvinrent à réaliser le même prodige.

Le serpent né du bâton d'Aaron dévora les serpents des magiciens, mais cela n'ayant toujours pas suffi à convaincre Pharaon, Yahvé décida d'envoyer dix calamités sur l'Égypte, tout en préservant les Hébreux.

L'eau du Nil et de toute l'Égypte se changea en sang ; les grenouilles infestèrent le pays ; les grains de poussière se transformèrent en moustiques ; la vermine envahit le pays ; le bétail fut décimé par une peste ; des ulcères s'abattirent sur les Égyptiens et leurs animaux ; la grêle détruisit la plupart des récoltes ; les sauterelles dévorèrent ce qui avait survécu à la grêle ; les ténèbres recouvrirent le pays.

Après chacune de ces épreuves, Pharaon promettait de laisser partir les Hébreux ou feignait de reconnaître la puissance de leur dieu, mais ne tint jamais parole : ...

... Finalement, Yahvé envoya alors la dixième et dernière plaie : la mort des premiers-nés (du premier-né du Pharaon qui devait s'asseoir sur le trône au premier-né du captif dans la prison et à tout premier-né du bétail).

Pharaon, en l'apprenant, appela Moïse et Aaron et leur ordonna de partir immédiatement, avec leur peuple. Cet épisode précède celui de la sortie d'Égypte.

Une référence biblique pour un mouvement foncièrement laïque: une provocation?

Non, une simple métaphore pour sensibiliser les citoyens aux futures épreuves qu'ils devront encore subir avant que Jupiter, à l'instar de Pharaon, comprenne qu'il est temps de les libérer de cette 5^{ème} République agonisante sous peine qu'ils ne se débarrassent eux-mêmes de cette gangue institutionnelle *républicide*.

Mais, contrairement à cette allégorie, ce n'est pas le peuple qui s'exilera.

Attaché à sa terre et à son histoire, il peut plier sous le joug d'une économie exaltant l'accumulation irraisonnée de richesse, mais jamais durablement sous celui d'une injustice sociale qui renie ses acquis sociaux en en détournant les flux financiers qu'ils génèrent vers des capitaux privés.

La colère couve, le peuple s'ébranle, envahit l'espace public et, face à la morgue des dirigeants, finit par dresser des barricades.

Le cycle de la terreur à portée d'un jet de LBD.

Teinté d'un bleu drapeau, le peuple se pare d'un jaune *routier* pour se couvrir d'un rouge coquelicot.



DANS CE NUMÉRO

Edito..... 1

La 5^{ème} République: à quand l'âge pivot?.....2

Les dix fléaux de la 5^{ème} République.4

POINT DE VUE

Quel est ce mal qui ronge l'idéal républicain?

Dernière minute



La 5^{ème} République: à quand l'âge pivot?



Le 4 octobre 2020, la 5^{ème} République aura 62 ans.

Conçue dans la tradition juridique française inspirée par les *Lumières* et s'appuyant sur un contrat social garantissant au peuple la jouissance de droits inaliénables, cette République souffre, néanmoins, d'un syncrétisme constitutionnel malmené depuis de nombreuses années par des pratiques politiques souvent douteuses.

Ce régime politique, juridiquement parlementaire mais électoralement soumis à la primauté d'un présidentialisme absolu, n'est plus apte à respecter et faire respecter les idéaux qui le fondent.

Dès l'origine, il s'est abandonné à un césarisme porté d'abord par une euphorie populaire aveugle avant de sombrer dans un autoritarisme d'Etat répressif.

En témoigne le flot ininterrompu de contestations sociales et l'avancée inexorable du communautarisme depuis plusieurs décennies.

Il fut pourtant un temps, pas si lointain, où cette république aurait pu prendre une retraite bien méritée.

Après le non du peuple français au référendum de 2005, portant sur l'établissement d'une constitution européenne, une réflexion sur la place de la République dans un environnement politique mondial en constante effervescence aurait pu être initiée afin de redonner aux citoyens la souveraineté qui leur revenait (et leur revient toujours) de droit.

Malheureusement, il en fut tout autrement. On en mesure, aujourd'hui, les conséquences. Pour celles et ceux qui nous gouvernent, la 5^{ème} République n'a pas le nombre suffisant d'années de turpitudes pour sortir sans décote de la vie civique française.

Selon certains constitutionnalistes, les *constituants* de 1958, soucieux d'engendrer un régime politique stable et efficace, se sont davantage préoccupés de restaurer l'autorité de l'Etat et du gouvernement que d'énoncer des droits fondamentaux nouveaux.

Avaient-ils, cependant, imaginé cette dérive autocratique qui prive, aujourd'hui, le peuple d'exercer pleinement sa souveraineté?

Pourtant, dès 1964, François Mitterrand, dans « *Le coup d'Etat permanent* », soulignait l'inéluctabilité d'un infléchissement démocratique pervers que caractérise un pouvoir personnel qui s'appuie directement sur le peuple et ignore les corps intermédiaires.

Cette forme d'exercice du pouvoir favoriserait, d'après lui, l'épanouissement d'une technocratie d'Etat dominatrice, seule détentrice des clefs du pouvoir.

Cela se vérifie depuis plus de trente ans.

Mais le malheur voulut qu'il trahisse sitôt élu son « *idéal* » pour revêtir, sans vergogne, les oripeaux de l'homme providentiel.

Cette noblesse d'Etat que forment ces hauts fonctionnaires n'en est pas pour autant maîtresse de la destinée du pays.

Elle est dépassée tant à sa droite qu'à son centre et sa gauche par les Institutions Européennes qui, depuis le traité de Maastricht renforcé par celui de Lisbonne, ont drastiquement réduit la capacité de ces tabellions d'Etat à écrire l'Histoire de la Nation.

Si la France commence avec Clovis, à la fin du 5^{ème} siècle, s'enracine définitivement dans l'Europe occidentale dès la fin du 1^{er} millénaire avec Hugues Capet, elle s'étirole et se noie, depuis 1992, dans une Europe tiraillée entre un ordolibéralisme allemand et un néolibéralisme anglosaxon, étouffant ainsi au passage la vision humaniste de la République.

L'adoption de ce traité *fondateur* de l'Union Européenne prônant l'instauration d'une monnaie unique fut le péché d'orgueil de cette noblesse qui ne rêvait (et ne rêve encore) que de pantouflage douillet et rémunérateur.

L'histoire récente de ces dernières années valide bien l'adage qui veut que dès qu'un pays perd sa capacité à battre monnaie, il n'est plus maître de son économie ...

... et le peuple de son destin.

Combien de poings, le peuple devra-t-il encore brandir pour que la 5^{ème} République prenne d'office sa retraite?



Quel est ce mal qui ronge l'idéal républicain?

Sans aucun doute, l'incapacité des gouvernants à écouter et comprendre le peuple.

Henri IV, ce « bon roi » aimé de ce peuple chéri qu'il croyait avoir domestiqué disait à son propos:

« Un peuple, c'est une bête qui se laisse mener par le nez, surtout les Parisiens ».

Mais, victime plus qu'à son tour de tentatives de régicide, il s'écria, en échappant à l'une d'elles:

« Ventre Saint-Gris! Comment ne pas être triste de voir un peuple si ingrat envers son roi, qui me dresse tous les jours de nouveaux attentats. »

Cet autisme politique trouve, vraisemblablement, une de ses sources dans la certitude de ces monarques royaux ou républicains d'incarner non le peuple, encore moins la Nation mais l'Etat.

L'Etat, c'est moi aurait proclamé Louis XIV devant les parlementaires parisiens, voulant ainsi rappeler la primauté de l'autorité royale dans un contexte politique de défiance.

L'Etat, c'est nous a décrété Emmanuel Macron en diminuant le pouvoir des politiques au profit de la haute administration (cf. le décret n° 2017-1063 du 18/05/2017 relatif aux cabinet ministériels).

Déniant au peuple de posséder la compétence, la hauteur et largeur de vue de cette technocratie, ce jeune président, à peine élu, proclamait, du « haut » de sa pyramide de verre, qu'il entendait se réclamer de lui pour réaliser intégralement son programme...

... ignorant tout bonnement que seul 18% des électeurs inscrits avait, au 1^{er} tour, adoubé ce dessein *révolutionnaire* qu'il publia en novembre 2016.

Même un *éditocrate* militant, ceint d'une écharpe rouge, reconnaissait sur les chaînes d'information continue que, parmi les 66% des électeurs ayant glissé dans l'urne un bulletin au nom d'EM au 2^{ème} tour (votes exprimés - ou 43,6% des inscrits), la grande majorité ne l'avait fait que pour écarter une candidate dont

l'aura politique les inquiétait et ... non pour ce programme réfuté dès le 1^{er} tour.

L'idéal républicain aurait été, dès lors, de réajuster celui-ci aux attentes de ces nouveaux électeurs ... « conquis » par défaut.

Mais voilà, aveuglé par sa victoire à la hussarde, ce jeune technocrate, sorti de nulle part, croyait pouvoir mener le peuple par le « bout du nez ».

Depuis, ce peuple, dans toute sa diversité professionnelle, est dans la rue.

Comme Henri IV qui exigeait de ses sujets une soumission sans faille à son bon plaisir, ce jeune demiurge, sûr de son irréfutable intelligence, attendait de son peuple qu'il adhérât spontanément aux bienfaits de sa politique (économique) que d'aucuns qualifient de thachérienne.

Comme Louis XIV, l'outrecuidance masque souvent l'hybris.

Il se pensait empereur jupitérien, il n'était que *Badinguet* ripolinant la politique française des vieilles recettes de l'ancien monde.

A sa décharge, il n'est pas le premier président de la 5^{ème} à sombrer dans un égocentrisme politique contraire à l'esprit originelle de la 5^{ème} République.

En 2002, Jacques Chirac, élu à 82,2% des votes exprimés (62% des inscrits) ignora superbement l'occasion qui lui était donnée d'entendre ce peuple soucieux de la cohésion de la Nation.

Mais, au front républicain, il opposa un esprit clanique.

La surdité républicaine de nos dirigeants doublée d'une croyance aveugle dans l'économie de marché a éloigné la France de la République indivisible, laïque, démocratique et sociale qu'elle ambitionnait d'être.

L'égalité de tous les citoyens devant la loi n'est plus depuis longtemps qu'un ectoplasme évanescent d'une lointaine Lumière.

Il est grand temps de réinitialiser les Institutions Républicaines en appelant à l'élection d'une Assemblée Constituante.

Les dix fléaux de la 5^{ème} République.



Quelles sont les causes de cette incompréhension sans cesse grandissante entre gouvernants et gouvernés?

De quoi est faite cette étrange alchimie qui pousse ces femmes et hommes politiques à ignorer leurs promesses de campagne pour s'engager dans des programmes économiques se révélant être, à terme, des impasses sociales et écologiques?

Les ambiguïtés originelles de la 5^{ème} République ne sont certainement pas étrangères aux dérives politiciennes de ce régime à bout de souffle.

Certes, il n'y a pas de forme idéale de gouvernement, le cadre dans lequel il s'exerce est toujours le produit de l'Histoire imposée par les puissants mais façonnée par le peuple.

Les nombreux changements de la Constitution montrent que celle-ci est loin d'être une fondation inviolable, sacrée.

D'autant moins sacrée que rares ont été les modifications soumises à référendum.

Il faut bien reconnaître que la Constitution n'est, pour les gouvernants et ceux qui l'aspirent à l'être, que le support idéal de pratiques politiques opportunes dont certaines mènent irrémédiablement à des impasses antidémocratiques.

Parmi celles imposées à la République tant par « l'extérieur » (soumission à des traités internationaux) que par « l'intérieur » (promulgation de lois organiques issus d'arrangements partisans), dix d'entre elles semblent particulièrement toxiques.

Elles érodent gravement les fondations de la Nation, au risque de voir les principes de la République tels qu'évoqués par l'article 1 de la

Constitution s'effacer au profit d'un gloubi-boulga d'idéaux communautaristes, voire (pour utiliser la novlangue macronnienne) séparatistes:

- L'omnipotence du chef de l'Etat
- La prééminence de l'économie sur la politique
- L'autonomisation de l'Etat (ou de la technocratie)
- La déliquescence de la représentativité
- La défiance des citoyens envers la Politique
- L'irresponsabilité des corps intermédiaires
- La prise en otage de l'Education nationale par des pseudo pédagogues partisans
- La partialité de la justice (*cf. les animaux malades de la peste de Jean de la Fontaine*)
- L'abandon de la laïcité ou les sirènes du communautarisme ou comment s'appuyer sur les communautés pour se faire élire
- Le lotissement de la souveraineté ou l'adulation de l'Euro

Dans son livre « Les Voraces », publié chez Robert Laffont (janvier 2020), Vincent Jauvert évoquait l'obnubilation des élites de la 5^{ème} République pour l'argent.

En cela, il ne fait qu'actualiser la critique de Montesquieu envers la République de Venise en caractérisant les dérives de cette « noblesse » d'Etat que forment ces hauts fonctionnaires.

Sous le patronage de cette oligarchie, la République devient une dépouille dont chaque faction essaie de tirer le maximum de profit, quitte à miner la cohésion de la Nation.

La République se meurt, mais Emmanuel 1^{er} refuse d'admettre la réalité.

Dernière minute

Macron vient de franchir un pas autoritaire de plus.

Utilisant le 49-3 alors même qu'il a une majorité en béton, il montre son souci d'imposer des réformes largement impopulaires de façon arbitraire.

Pour en savoir plus : [Des institutions indéfendables](#)